

Cinquante-troisième Année. — N° 127
JEUDI 29 AVRIL 1948
 REDACTION-ADMINISTRATION
 Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy,
 Paris-10^e C.C.P. 5561-76
 FRANCE-COLONIES
 1 AN : 380 FR. — 6 MOIS : 190 FR.
 AUTRES PAYS
 1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.
 Pour changement d'adresse joindre 15 francs
 et la dernière bande
 Le numéro : 10 francs

3337

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

FONDÉ EN 1895 PAR LOUISE MICHEL ET SEBASTIEN FAURE

L'ABOLITION DU SALARIAT reste la revendication suprême du syndicat

TOUS A HUYGHENS

LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE
PARLERA AUX TRAVAILLEURS PARISIENS

Le 1^{er} Mai doit être le point de départ d'efforts accrus pour le regroupement du syndicalisme révolutionnaire qui s'impose. Le grand rassemblement qu'organise la Confédération Nationale du Travail doit largement déborder le cadre de son organisation. Face aux démonstrations des filiales syndicales des partis politiques, le syndicalisme libre et indépendant se donnera rendez-vous à Huyghens. Camarades autonomes qui avez donné, à un moment de veulerie générale, l'exemple de la lutte ; travailleurs, égarés dans la C.G.T., hommes libres qui voulez marquer la Fête du Travail non par des mascarades, mais par le souvenir des innombrables pionniers tombés pour bâtir l'idée syndicaliste, votre place n'est ni à Saint-Cloud derrière un général de coup d'Etat, ni à la Bastille dans un carnaval totalitaire, ni à la Salle des Horticulteurs pour renflouer le réformisme déconsidéré.

Votre place est à Toulouse, à Marseille, à Bordeaux, etc..., aux rassemblements organisés par la C.N.T. dans tout le pays.

Votre place est à Huyghens, rassemblement de lutte, rassemblement d'unité.

La Commission Syndicale de la F. A.

1^{er} MAI SYNDICALISTE

Pour la revalorisation des salaires, l'échelle mobile, les 40 heures, la conquête de la liberté économique,

GRAND MEETING, à 14 h. 30

au Gymnase Huyghens (10, rue Huyghens),
(Métro : Edgar-Quinet, Raspail ou Vavin).

Orateurs :

CHENARD, des Transports ; ROTOT, des Métaux ; FONTAINE, de l'Enseignement ; JUHEL, Secrétaire Confédéral
Pour redonner sa véritable signification au 1^{er} Mai, assistez tous et toutes à ce meeting.

LE GRAND MENSONGE DE LA BAISSE Prix et salaires

A conjoncture économique française entre dans une nouvelle phase.

Les productions essentielles, fer, charbon, textiles, verre, ciment, chaussures, etc., ont atteint et même, dans certaines branches, largement dépassé les chiffres de 1938. Mais nos besoins, eux aussi, ont largement dépassé ceux de cette même année, ne serait-ce qu'à cause de l'insoluble crise du logement.

Il ne saurait donc être question présentement d'une saturation du marché et l'abondance des articles de grande consommation et des services n'est certainement qu'une apparence.

Cette abondance, ces vitrines pleines à craquer, ces amoncellements de victuailles, de conserves, de charcuterie, de pâtisserie, et, en regard, le dénuement des foules laborieuses, nous démontrent, au contraire, que, seule, une terrible sous-consommation est à l'origine de ces richesses diverses inaccessibles.

Nous avons déjà connu ce spectacle bien avant la guerre ; des hommes mourant de faim alors que d'autres organi-

saient la destruction, scientifiquement organisée, du blé, du vin, du lait, de la viande, etc. Mais si, à cette époque, la cause profonde de ces décès homicides pouvait s'expliquer par un chômage prodigieux, engendré par l'utilisation capitaliste du machinisme et ayant provoqué un effondrement des cours, il n'en va plus de même aujourd'hui.

Je ne veux cependant négliger le facteur « machine » qui influence, certes, la demande et l'offre de main-d'œuvre, mais dans des proportions encore faibles ; les quelque 30 ou 40 000 chômeurs ne peuvent, à eux seuls, perturber profondément la vie économique.

C'est l'écart prix-salaire qui est le grand responsable de nos misères et qui détermine, à lui seul, la conjoncture économique.

Un petit fait, rigoureusement authentique, peut le démontrer : à Châtillon-sur-Seine, dans les Deux-Sèvres, il y a 4 usines de chaussures. Or, dans ces usines, le chômage est partiel ; les ouvriers n'y travaillent que trente-heures par semaine et les stocks s'accumulent.

(SUITE PAGE 5)

Notre espoir c'est notre lutte

1^{er} MAI ! Ces deux mots brefs qui autrefois éclairaient d'un immense espoir l'esprit de chaque homme libre, de chaque travailleur révolutionnaire, ces mots qui faisaient en même temps fermer les poings et durcir les volontés, ne rendent plus en 1948 qu'un écho désolé. C'est que nous touchons, en ce 1^{er} mai 48, le fond de l'amertume et de la déroute ouvrières... Et cependant, notre espoir est plus que jamais vivace !

*

Les raisons de l'avachissement ouvrier ? Elles ont été analysées ici maintes fois. Résumons-nous : la fatigue, l'usure progressive par la gymnastique des grèves inutiles et des manifestations sans portée, le découragement, les trahisons et, pour terminer, le désarroi des scissions où conduit le corporalisme politique d'une C.G.T. impuissante et molle malgré ses millions de moutons cotisants. Le grand responsable est donc la politique, qu'elle soit S.F.I.O., ou stalinienne, ou camouflée dans les Syndicats, politique de trahison et de facilité qui promettait tout pour un effort minime : VOTER, COTISER, OBEIR.

A cela s'ajoute le mirage soviétique qui obnubile une large masse de travailleurs, les fascine et les rend incapables de libre jugement. Et nous affirmons nettement que notre tâche sera payée de peu de succès tant que

l'illusion du paradis soviétique ne sera pas dissipée par une faillite interne enfin apparente (une défaite militaire permettrait au système stalinien de bénéficier de doute) ou tant que d'autres réalisations d'autres faits ne seront pas venus attirer l'attention du monde ouvrier et faire apparaître la dérisio[n] du lumignon de Moscou par contraste avec une nouvelle torche allumée par la Révolution. Encore ceux qui regardent du côté de l'U.R.S.S. sont-ils ceux qui espèrent, souhaitent une transformation. Ils s'égarent, mais ils ont un fond révolutionnaire !

Alors que la plupart des masses ouvrières du monde tendent à s'en remettre à un chef tout-puissant et infiniment bon, à se soumettre volontairement à un pouvoir qui prévoit tout. Le peuple, ayant désappris de penser, de réfléchir, de choisir, se réfugie dans l'abstention sociale, laisse faire et s'enferme dans ses conditions médiocres en attendant l'arrivée du cataclysme. Il s'est développé chez lui le goût d'une tranquillité apparente garantie par l'Etat, ses lois et la Sécurité sociale, et par le fonctionnement des syndicats politisés, une aspiration vers un régime où tout serait prévu, réglé, sans qu'on ait besoin de vouloir : le terrain est donc favorable au fascisme. Et le vrai danger n'est pas de Gaulle : c'est l'état d'esprit des masses.

Le phénomène est général en Europe où, à l'Est, l'esclavage est réalisé pleinement. Restent l'Amérique où tout est à faire pour créer une cons-

cience révolutionnaire et les pays coloniaux attardés au stade des luttes d'indépendance nationale.

*

Faut-il donc désespérer et attendre comme trop le font déjà, une catastrophe impossible à conjurer ou une révolution facile ou fatale ?

Egalement éloignés du pessimisme et des jeux des prophètes politiques, la Fédération Anarchiste trace la voie du REALISME REVOLUTIONNAIRE qui sait faire les constatations les plus décevantes pour mieux distinguer les raisons d'espérance, qui ne confond pas une éclipse avec une disparition totale et qui sait éviter aussi bien l'adoration que le mépris des masses.

C'est en France sans doute qu'on a atteint le plus vite au zéro, à ce zéro décourageant mais nécessaire pour reconstruire. La devise de l'abrutissement des masses politisées : voter, cotiser, obéir ne vit même plus. Le peuple obéit mal, cotise le moins possible et s'il vote encore, c'est sans illusion simplement par souci de ce qu'il croit être le moindre mal.

(SUITE PAGE 5)

CHANGEMENT DE DÉCORS

Il ne paraît guère possible de s'y tromper. Les jeux sont faits, encore que pour une période indéterminée, en Europe occidentale. L'échec de la grève de novembre-décembre 1947, en France, le ratage d'un mouvement apparemment en Belgique, devaient amener les stratégies du Kremlin à reconstruire leur plan d'action. Le facteur d'unification que représentaient les Etats-Unis jouait rapidement : réunion et entente des Seize, pacte des Cinq, vote des crédits, aide militaire.

Tous indices se sont alors multipliés, tous concordant à transformer une impression en conviction. L'Union Soviétique, qui jugeant la partie momentanément perdue en Europe de l'Ouest, songrait à son offensive et reportait ses efforts vers des régions du globe où les événements lui apparaissaient comme devant lui permettre des interventions plus rentables. Il n'y eut pas de nouvelles vagues de grèves, Trieste ne fut pas offerte aux Italiens, Togliatti ne reçut pas les fonds suffisants pour dépasser en puissance la propagande démo-chrétienne.

En France, les dix-sept points présentés par le Parti Communiste ne « cassaient » rien. Et les discours de Thorez se prolongeaient par de nouvelles mains rendues dans tous les sens. Les quotidiens communistes disparaissent en province et les organes camouflés supprimèrent leur manchette « Front National » trop voyante.

L'ami Robin signalait que le phénomène était nettement perceptible dans le domaine de la propagande radiophonique, dans une de ses études hebdomadaires, parue dans « Combat » sous le titre « Abandon de l'Occident ». (Profits de l'occasion pour conseiller vivement à nos lecteurs de suivre ces études, excellentes analyses des propagandes impérialistes sur les ondes.)

Une fois de plus, les militants communistes avaient servi les dessins changeants de l'impérialisme russe, avec cette admirable discipline de rompilles qui les caractérise et ils se trouvent

(Suite p. 5.)



Une marchandise non rationnée : la « grande » presse du soir

La marche sur Rome n'aura pas lieu ou la leçon italienne

M. Palmiro Togliatti passe pour le plus habile tacticien de l'internationale dite « communiste » :

Il l'a prouvé, en menant par le bout du nez, depuis quatre ans, l'honorables M. Pietro Nenni, chef du socialisme italien.

L'un menant l'autre, MM. Togliatti et Nenni ont décroché la plus formidable « veste » qu'il soit possible d'imager. Or leur défaite, irrémédiable, était écrite d'avance dans les faits.

Dans la géographie, d'abord, l'Italie, qui est un archipel comme la Grèce, la Grande-Bretagne ou le Danemark, dépend économiquement et politiquement de la moitié océanique du monde, et n'a rien à faire avec sa moitié continentale. Si forte que soit la puissance continentale dominant l'Europe, l'Italie ne peut conclure avec elle une alliance qui ne soit pas un suicide. En entrant en guerre aux côtés de l'Allemagne et de la Russie, Mussolini en 1940 a signé l'arrêt de mort du fascisme. Il le savait, d'ailleurs ; mais la logique de sa propre folie ne lui laissait plus d'autre choix. Porté au pouvoir pour avoir brisé, en 1915, l'absurdité géographique de la Triplice, le Duce s'était condamné lui-même le jour où il avait brisé son alliance avec l'Occident, alors que cette alliance constituait pour l'Italie un impératif absolu.

Une deuxième constante italienne a joué contre M. Togliatti. L'Italie est la métropole du catholicisme. La puissance vaticane, fondée sur la foi et l'argent, est d'une infinité complexe et se prête à tout ce quelle ne peut pas empêcher. Mais on ne gouverne pas l'Italie sans les prêtres, ni sans l'appui des puissances catholiques du monde. « Méprisez la religion, mais ne la négligez pas ! » telle est la leçon de l'Histoire à tous les politiques qui ont couru à leur perte, en Italie, en heurtant de front la puissance du cléricalisme romain.

Sans doute le dispositif original de M. Togliatti tenait-il compte de tout cela, et comportait-il les stades successifs de la prise du pouvoir, tel qu'ils ont été savamment mis au point par Vladimir Ilich Benito, Adolf Hitler et leurs disciples du Komintern : coalition avec ceux qui l'adorent et novautage des partis coalisés ; accumulation des forces dans l'Etat et hors de l'Etat ; conquête silencieuse des syndicats-clés de l'armée et de la police ; puis déclenchement d'épurations successives aboutissant à la dictature monarchique. Cependant, un certain nombre

et toi ?



Poussières de grèves

A semaine qui vient de s'écouler a été marquée par une cascade de grèves de moyenne importance dont on a dit un peu rapidement peut-être, qu'elles portaient la marque de la méthode nouvellement choisie par la C.G.T. pour ressaisir une classe ouvrière fatiguée et réticente.

*

Courrières, ce grand nom de notre mouvement syndical, a vu, à la suite d'une catastrophe qui a été ressentie douloureusement par tous les travailleurs, les politiciens, essayer de faire revivre, pour les besoins de leur propagande, les souvenirs du passé.

Le mouvement de grève qu'ils ont « organisé » nous fait mieux comprendre toute la différence qui les sépare du syndicalisme de l'époque héroïque.

(Suite page 5)

1^{er} MAI D'AUJOURD'HUI 1^{er} MAI D'AUTREFOIS

ETTE année encore, le 1^{er} Mai, officialisé en fête du Travail, comme cela se doit dans un pays fasciste — ou en voie de l'être — le 1^{er} mai est transformé en Carnaval, à la fois par le R.P.F. et la C.G.T. En effet, les gaullistes invitent ceux qu'ils exploitent les autres jours, à une garden-party à Saint-Cloud, où ne manqueront ni les sandwiches ni les rafraîchissements et pour laquelle sont prévus des services spéciaux d'autobus. Quant aux staliniens, le parcours réduit qu'ils emprunteront est à la mesure de leur force déclinante.

Pour eux le 1^{er} Mai est devenu un Carnaval avec chars fleuris, orchestres et figures allégoriques.

Mais où sont les 1^{er} Mai d'autan

FOURMIES 1891

Fourmies, centre du bassin laïnnier qui s'étend sur l'Oise, le Nord, l'Aisne, la Somme et comprend 200 000 travailleurs, Fourmies où les caractères sont peu rancunières, Fourmies dont la plupart des ouvriers habitent d'exquis hameaux voisins enfouis dans la verdure, Fourmies où il y a une majorité de jeunes gens, de filles et d'enfants, fut désigné par le fauve pour expérimenter le fusil Lebel.

Vers la fin d'avril, les ouvriers d'une usine importante « Le Fourneau » s'étaient mis en grève, réclamant un supplément de salaire. Les patrons résistaient. Mais aucun incident sérieux ne s'était produit : les grévistes se vengeaient par des chansons. Le 1^{er} mai arriva.

Il faut dire que ce jour-là, dans le pays, on fête le printemps. Garçons et filles se répandaient dans la campagne et vont cueillir le mal, les branches de chêne qu'on enguirlande et qu'on rapporte triomphalement.

(Suite page 4)

et toi ?

AU FIL DES JOURS

TRIPERIE...

On annonce une vente de tripes-témoin.

Quant à la « tripe républicaine », il y a longtemps qu'elle est vendue!

DRESSAGE

Le Pape a reçu les dirigeants d'un cirque, actuellement en tournée en Italie.

Sans doute, ont-ils pu comparer leurs méthodes respectives de dressage...

SPORT... TRICOLEUR

La forme la plus stupide, sinon la plus odieuse, du patriottisme, est bien celle qui se manifeste parfois dans les tribunes des stades...

Ne craignant personne dans la démagogie cocardière, Maurice Thorez a déclaré que les Américains voulaient râver le titre mondial à Cerdan !

LE MAITRE TRAHIE PAR SON FIDELE

C'est là un lieu commun... Et Thorez ne fait pas exception. Il tend la main aux « catholiques progressistes », alors que Lénine avait stigmatisé la religion « optim du peuple » et déclaré : « Le socialisme-chrétien est la pure déformation du socialisme... »

LES BEAUX DIMANCHES DE... TITO

21 mars. — Un « dimanche populaire » a été organisé en Yougoslavie. Cinq millions de personnes ont pris part à cette journée de travail bénévole.

(Temps Nouveaux, avril 1948.) Sans commentaires, n'est-ce pas?

RULE, U.S.A..

La Commission des Transports maritimes de la Chambre Internationale de Commerce proteste vigoureusement contre le monopole des pavillons et doit présenter une résolution en ce sens à la Conférence Panaméricaine, qui se tient actuellement à Bogota.

(Journal de la Marine Marchande, Paris.)

Dans le domaine maritime, également, les Britanniques baissent pavillon devant leur « allié » américain.

EGALITE

À la suite du relèvement des salaires agricoles du 22 février dernier, le manœuvre 1^e catégorie touche un minimum de 190 fr. par jour et le directeur d'exploitation un minimum de 34.000 fr. par mois.

LE MEILLEUR DES MONDES

Dans une semaine dans le monde, Maurice de Broglie nous empreint du moment. Mais elle réagit selon des modes, sinon particuliers, du moins plus nettement accentués que ceux qu'empriment les réactions des hommes des autres générations. Cela tient à ce que les jeunes ont des activités spécifiques, qu'ils n'ont pas les mêmes soucis ni les mêmes intérêts particuliers, ni les mêmes loisirs que les autres membres de la Société. Toutefois, ils ont une biologie, une humeur particulières.

Il y a donc un problème de la jeunesse. Il consiste à rechercher comment les jeunes de notre époque traduisent à leur façon les tentatives et événements historiques sociaux actuels.

Vers le 1^{er} Mai total

Vers la Révolution Sociale

AUX TRAVAILLEURS RÉVOLUTIONNAIRES ! AUX HOMMES LIBRES !

Rejoignez la Fédération Anarchiste Diffusez le "Libertaire"

La Fédération Anarchiste fait appel à vous. Elle vous propose comme ensemble de réalisations révolutionnaires :

● Complète liberté des revendications ouvrières ;

● Action internationale pour faciliter l'émancipation des victimes des régimes totalitaires : Espagne, Portugal, Argentine, Grèce, Bulgarie, Russie, etc... ;

● Etablissement de circuits directs producteurs-consommateurs par la création de coopératives gérées par les consommateurs ou les syndicats et suppression des intermédiaires et de la bureaucratie ;

● Amnistie de tous les délits de presse et d'opinion ainsi que des condamnations militaires ou administratives ;

● Suppression du budget de l'armée et des corps spéciaux de police répressive ; libération des prisonniers de guerre maintenus en esclavage au profit du capitalisme français ;

● Cessation de toute « occupation militaire » et reconnaissance aux peuples vaincus ou colonisés d'une autonomie inconditionnée, suppression de la peine de mort et lutte contre les conditions sadiques et meurtrières qui caractérisent les prisons.

Grève révolutionnaire générale expropriatrice, établissant sur des bases fédéralistes l'appropriation sociale des moyens de production et de distribution.

Structuration, progressant de la base au sommet, des communes, syndicats, collectifs, coopératives et autres entreprises de gestion ouvrière et paysanne et de libre culture comme cadres de l'organisation révolutionnaire.

Disparition des polices. Défense des conquêtes révolutionnaires assurée par les travailleurs eux-mêmes, dans leurs milices ouvrières.

Création d'une Fédération des Peuples en opposition aux blocs impérialistes et aux pré-tendues « fédérations » officielles.

POUR REALISER CELA ;

POUR PASSER A L'ACTION GROUPEZ-VOUS NOMBREUX AU SEIN DE LA FEDERATION ANARCHISTE.

Adhésions, renseignements, abonnements, 145, quai de Valmy, Paris (10^e).

Les enquêtes du "Libertaire"

I. - Réflexions sur le problème de la Jeunesse

ES épôques de troubles, d'intenses bouleversements, d'évolutions rapides marquent fortement toutes les couches de la Société. Aujourd'hui, la jeunesse subit, comme tous les milieux humains, l'empreinte du moment. Mais elle réagit selon des modes, sinon particuliers, du moins plus nettement accentués que ceux qu'empriment les réactions des hommes des autres générations. Cela tient à ce que les jeunes ont des activités spécifiques, qu'ils n'ont pas les mêmes soucis ni les mêmes intérêts particuliers, ni les mêmes loisirs que les autres membres de la Société. Toutefois, ils ont une biologie, une humeur particulières. Il y a donc un problème de la jeunesse. Il consiste à rechercher comment les jeunes de notre époque traduisent à leur façon les tentatives et événements historiques sociaux actuels.

Posons la question sous une forme pratique. En cet après-guerre étoffant, sans joie, alors que déjà se prépare un nouveau massacre, que dit, que fait, que veut la jeunesse ? Certes, il y a la jeunesse des « surprises-parties », la jeunesse des dancing, la jeunesse « zazou » composées, pour une grande partie, de jeunes bourgeois ricaneurs et niaus sous des airs graves et pâmés. Parmi eux ou à côté d'eux, de faux étudiants, de petits employés d'assurances et des dactylos prétentueuses, quelques ouvriers aussi qui veulent singer les plaisirs et les jeux décadents d'une bourgeoisie qui s'éteint sans gloire. A côté de ces « vieillards de vingt ans », dont parle Giron, et pour lesquels tout est contenu dans le choix d'une coiffure et dans la forme d'un revers de veste, il faut placer la jeunesse nombreuse des cinémas et des bals de quartier qui, trop souvent, recherche le genre « afranchi » et que l'on voit déferler les dimanches au long des faubourgs ; jeunesse de pauvres, de délaissés, sans guide et sans appels, cette jeunesse-sé-la permet l'espoir.

N'oublions pas, non plus, ces jeunesnes voix esclaves des familles, que le printemps voit s'endimancher pour les pique-nique, et non plus ces grands écoliers trop sérieux, ces jeunes ouvriers studieux qui, par petits groupes, se réunissent pour se sentir moins seuls dans leurs recherches, leurs espoirs, leurs rêves.

Il y a aussi la jeunesse bien sage et naïve des scouts et des organisations sportives ; elle a au moins cette vertu d'aimer l'air pur.

Mais il y a la jeunesse que l'on peut qualifier « politique », celle qui, cœur enthousiaste, sait bien que son sort dépend de celui du monde. Elle veut connaître les Sociétés et leurs problèmes. Jeunesse des partis, qui savent se dévouer, veulent bâtir un monde et se fourvoient. Mais, surtout, jeunes des auberges et jeunes libertaires, unis de la grande amitié des gars et des filles ; ces jeunes-là préfèrent les mimes aux pièces des boulevards, le folklore au jazz commercial, une veillée aux rassemblements type Buffalo ; ils peuvent aussi apprécier la valeur d'un véritable swing, mais ils préfèrent « AMITIE » à « LA MARSEILLAISE » et la vie de plein air aux sports traditionnels. Ces jeunes-là chantent au long des routes, aiment la vie. Prendre conscience des tares de la vieille Société, animés de sérieuses connaissances sociales et d'instincts vitaux qui leur font pressentir le vrai chemin, ils ne peuvent être sectaires, car la vie qu'ils mènent conduit à la fraternité et la haine qu'expriment leurs chants n'est que la haine de la haine.

Cette jeunesse-là a pris naissance en France voici déjà quelques douze années. Rejetant toute tutelle, combattant, s'imposant, le Mouvement Laïque des Auberges de Jeunesse est en constante progression. Devant ce phénomène, les éducateurs des différents groupes sociaux existant réagissent selon leurs aspirations ou leurs conceptions.

La loi qui se dégage de l'observation de toute cette jeunesse, c'est que les ajistes ont été les seuls à réaliser. Grâce aux 800 groupes en activité en France et en Afrique du Nord, le M.L.A.J. a pu lancer et propulser « les caravanes ouvrières » : 400 en 1948 ; 500 en 1947 ; 1000 caravanes ont fait connaitre les joies de la neige à des milliers de jeunes ouvriers, cet hiver. Conjointement, les groupes locaux menaient à bien la construction et la gestion de 350 relais et auberges répondant aux besoins et aux exigences des réglements internationaux. Dans un autre domaine, le rayonnement international du M.L.A.J. s'accroît de jour en jour. Cette année, il expérimente sur une grande échelle caravanes et rencontres internationales (Belgique, Hollande, Luxembourg, Allemagne, Italie, Angleterre).

Etonnés et ravis par l'accueil qu'ils ont reçu chez nous, plusieurs jeunes étrangers songent à créer un mouvement semblable chez eux. Cette influence est si grande que, bientôt, nous verrons peut-être l'International Ajiste.

Ce qui, à nos yeux, définit l'évolution, c'est la capacité de résistance que l'homme ou le groupe social oppose aux forces de dévoration, c'est l'effort que l'homme déploie en vue de conquérir son droit de vie intégral, c'est la volonté qu'il tend pour réaliser sa personnalité et pour élaborer des formes sociales propices à son épaulement, c'est cette lutte constante des Ajistes pour leur indépendance, lutte contre la Fondation Française des Auberges de Jeunesse, organisme d'Etat, c'est cette volonté de maintenir ces quatre points essentiels :

1° l'admission, dans les auberges et relais, des garçons et des filles ;

2° le rejet de tout sectarisme de parti ou confessionnel ;

3° la gestion et le contrôle des AJ. par les usagers ;

4° l'extension et la simplification des relations internationales.

Cette évolution se développe, et sur le plan moral, et sur le plan matériel : elle est pour nous le vrai progrès.

De l'observation de toute cette jeunesse, il se dégage qu'il existe, sous d'extrêmes divergences d'apparence, une unité profonde de la jeunesse, unité atroce d'abord : nulle part de joie sincère, de quétitude, de simple bonheur, de véritable insouciance. D'autres jeunesse ont connu cela : la jeunesse d'aujourd'hui est sérieuse ou triste.

Mais ce qui exprime l'agonie d'un monde est aussi un gage d'espoir. Le jeune chrétien comme le jeune communiste vit un monde plus juste, une vie plus digne et plus heureuse. Il n'est pas jusqu'à un jeune snob qui ne manifeste à sa façon, et inconsciemment, la décadence d'un monde où l'on doit s'étourdir pour ne pas succomber. D'un côté, réaction de lutte, de l'autre réaction de décadence. De toute manière, réaction, donc vie.

La jeunesse d'aujourd'hui vit donc peut-être sauve, et le monde avec elle. Ce que la jeunesse crie dans l'agonie d'un monde, c'est l'appel d'une vie nouvelle, c'est le désir, la volonté de rejeter toutes les valeurs périmées. A ceux qui le comprennent de se jeter dans la lutte ; déjà, Ajistes et Jeunes Libertaires en montrent la route. Il se peut que, bientôt, une jeunesse magnifique parte au devant de la vie, vers la cité nouvelle...

ANARCHIE ET ENSEIGNEMENT

ES instituteurs sont, comme chacun sait, les piliers indispensables de la démocratie et les soutiens nécessaires de la paix... Rendons-lui cet hommage que leur métier est certainement le des plus beaux du monde puisqu'il demeure un des plus mal rétribués !

Mais qu'en vienne pas nous chanter, sur tous les tons chantants de la gamme politique, la neutralité de l'enseignement ! L'école n'a jamais cessé d'être au service des gouvernements successifs et l'éducation n'a été éternelle que parce qu'elle était nécessaire au maintien d'un certain type de société.

À la société du Moyen-Age, a correspondu l'école moyenâgeuse réservée aux seuls seigneurs. L'Ancien Régime avait besoin de nobles et de prêtres, pourquoi se serait-il intéressé au sort du peuple ?

Notre actuelle société bourgeoise et capitaliste, s'appuyant sur la force siège du suffrage universel, s'est légèrement penchée sur le sort des masses laborieuses parce qu'au développement du machinisme devait obligatoirement correspondre une élévation du niveau intellectuel des masses. Il n'en reste pas moins que les études supérieures ne sont actuellement accessibles qu'à une certaine élite ». Qu'on ne s'imagine surtout pas que le développement de l'éducation populaire est dû à un subit amour du régime capitaliste pour le peuple ! Il est seulement nécessaire que celui-ci augmente ses connaissances pour qu'augmentent parallèlement la production et le profit capitaliste.

Au reste, nos gouvernements épiphénomes s'entendent assez bien pour étouffer toute initiative libertaire de l'instituteur par des programmes et des règlements qui n'ont qu'un but : donner un enseignement identique dans le respect des choses existantes.

L'instituteur doit enseigner l'amour de la patrie, il doit habiter les enfants à l'idée qu'une poignée de salauds pourront les envoyer à la mort. Les manuels d'histoire sont faussés, pourris ! L'enfant doit apprendre mais ne pas comprendre ! Car la patrie a toujours raison, n'est-ce pas ?

L'instituteur doit préparer l'enfant à son « métier de citoyen », c'est-à-dire qu'il doit lui enseigner à applaudir, à huater, à obéir ! La société bourgeoise ne vit que par notre obéissance !

Qui saura fonder l'école de la liberté ? Qui saura, par l'enfant, libérer l'Homme ?

G. L.

Le mot de la faim

Les boucheries belges sont fermées un mois, tout les deux mois, pour pénurie de viande fraîche.

Mais le Gouvernement français a acheté du « frigo » belge, lequel est, selon l'avis d'experts officiels, de mauvaise qualité.

Or, il est fortement question que « notre » ministre du Ravitaillement impose aux boucheries françaises, un système de fermeture analogue au système belge, pour éviter (sic) « l'assèchement total » du marché français.

Ne désespérons donc pas de voir du bœuf abattu clandestinement en France, prendre le chemin d'une exportation non moins clandestine...

* Un camarade hollandais a reçu d'une organisation suisse de secours un colis alimentaire, contenant, entre autres, des « briques » de margarine fabriquées aux Pays-Bas !!!

On nous annonce deux titres de vin italien par personne.

Et ces deux titres à 46 fr. ne pèseraient guère sur les prix des vins métropolitains, ces derniers étant déjà en hausse...

Ce n'est plus la politique des grands plume.

Et M. Coudé, soi-même, prévoit une hausse de 20 frs par litre dans les semaines à venir...

La compagnie étant déficitaire de près de 2 millions d'hectos et l'importation italienne n'en couvrant qu'un peu plus du dixième...

A NOS ABONNÉS

Nous avons reçu de nombreuses lettres nous signalant le retard apporté à l'envoi du journal.

Les ouvriers et ouvrières de toutes les Messageries, en lutte pour l'augmentation de leurs salaires, sont la grève perpétuelle dans les ateliers.

Nous sommes de tout cœur avec eux et nous appuyons leur lutte.

Toutes les Messageries ont augmenté leurs factures pour l'expédition des abonnements de 30 à 40 %, mais elles ont omis de faire bénéficier leurs ouvriers d'augmentations de salaires égales.

Nos abonnés comprendront et approuveront les raisons de ce retard.

L'Administration

du LIBERTAIRE

ABONNEZ-VOUS, SOUSCRIVEZ, FAITES DES ABONNÉS

Le gouvernement vient d'autoriser une nouvelle fois une augmentation du prix du papier, qui passe de 30.015 fr. à 35.015 francs la tonne ; à 15 janvier dernier le prix de la tonne n'était que de 23.700 fr.

VOILA LA POLITIQUE DE BAISSE !!! Et les maîtres de l'économie — car ils sont prévoyants — envisagent une nouvelle hausse vers juillet ou août.

Devant cette montée incessante des prix, nous sommes dans l'obligation de réajuster le prix de vente de notre journal, et à partir du jeudi 29 avril, le numéro sera vendu 10 fr.

A TOUS NOS LECTEURS FIDELES

Nous demandons de souscrire sans tarder un abonnement à l'ancien tarif valable jusqu'au 15 mai inclus.

LUTTES OUVRIÈRES DANS LE MONDE

CE QUI SE PASSE EN ESPAGNE

(Lettres de camarades)

DE QUOI S'OCCUPE LA PRESSE DU RÉGIME

La vie politique est ici soumise à la pression, ou plutôt à l'obsession des événements mondiaux. Et le franquisme cherche à y intervenir comme un facteur direct, pour mieux envenimer cette situation. Il tient à s'immiscer dans cette lutte entre l'Orient et l'Occident, et se fait le champion le plus éhonté des « démocraties » capitalistes — comme si son passé ne parlait pas de lui-même et comme s'il n'avait pas fait assez de mal à la liberté, sans tout ce qu'il fait encore ou prétend faire sur le terrain international.

La presse, dans ses déclarations, s'en tient d'ailleurs à une vision étroite et mesquine, à des considérations empruntées au pire conventionnalisme « moral et spirituel », soit qu'il s'agisse du pacte de l'Angleterre et de la France avec les nations du Bénélux, ou du plan Marshall d'aide à l'Europe, ou des revendications de Franco à s'insérer dans le bloc occidental, sous prétexte qu'il est le premier à avoir mis en déroute le communisme.

Quant à assainir les mesures administratives qui furent toujours la dépense du peuple espagnol; quant à bâtrir des lois, à l'industrie, à la vie économique de l'Espagne, il n'en est pas question. La vie intérieure de l'Espagne, le bien-être du peuple, n'intéressent pas ces messieurs. L'essentiel pour eux est d'avoir leur mot à dire dans les décisions des diplomates, pour éviter qu'ils n'interviennent dans un sens libéral. Ils veulent voir le monde soumis à la plus abrutissante confusion, dont leur presse est le fidèle réflet.

Cette presse, banale, inepte et rétrograde ne parle que de mœurs. Mis à part le domaine de la « politique internationale », le reste est consacré à des messes, fêtes patronales, jubilés et processions. Les dévotions cléricales accaparent toute l'attention de ces « national-syndicalistes » qui prétendent avoir accompli « une révolution de caractère social ». Le journal *Ya du 21 mars*, par exemple, nous annonce la nouvelle que saint Benoît est le patron de l'Europe. D'ailleurs, tout le monde a son saint patron : les gardes civils, les « gardias de la porra », la police, les « urbanos », l'armée, les ministres, don Paco, les cabareters, les tailliers, les « barrenderos », les servantes, les concierges, les serenes.

LE MECONTENTEMENT ET LES GREVES. — UN SUCCÈS DE L'ACTION DIRECTE

Ainsi toute leur prose est consacrée à bousculer le crâne des gens, avec leur littérature de scatologie. Et malgré cela les gens ne se laissent pas endormir par ces rôles de moulins. L'irréligiosité

que démontre ce simple exemple ? Que seul l'action directe peut résoudre tous nos problèmes, entre autres, celui de la libération de l'Espagne. Que n'aurions-nous pas réalisé, si l'action avait toujours été employée, au lieu de la collaboration ?

Il y a, chaque jour, des faits isolés qui démontrent qu'en Espagne un sens de la justice est latent, que n'importe où il terrestre semé par les balonnets et les sabots des chevaux, ni la fraude cléricale, ni le national-syndicalisme. Il est nécessaire de réunir et d'accueillir ces élans de justice et de rébellion, en leur donnant plus d'ampleur et leur insufflant un moral de plus en plus révolutionnaire. Il est clair qu'il y a de sérieux obstacles à surmonter, et que les moins importants ne sont pas les illusions incultes avec les politiciens dans des millions de travailleurs, relativement aux conditions possibles, et devant la fermeté d'attitude du personnel, décideront de respecter les sept heures.

Que démontre ce simple exemple ? Que seul l'action directe peut résoudre tous nos problèmes, entre autres, celui de la libération de l'Espagne. Que n'aurions-nous pas réalisé, si l'action avait toujours été employée, au lieu de la collaboration ?

Parmi ces illusions, il faut malheureusement inclure celles que répandent encore l'aile « déformiste » de notre C.N.T., et qui ne sauraient conduire qu'à la castration du mouvement.

Premier Mai Espagnol

LE Premier Mai 1938 n'est pas un jour particulièrement heureux pour ceux qui ont conscience de la réalité mondiale. Après-guerre de cauchemar, marasme économique et préparation d'un massacre universel.

L'espérance qui fit naître cette journée internationale du prolétariat communautaire dans un même état de lutte émancipatrice est, cette année, à peu près absente. Mais parmi ceux qui vivront cette date avec désenchantement, je place avant tout nos camarades espagnols.

Depuis ce qu'on appelle la Libération, ils ont, à chaque Premier Mai, espéré fermement passer chez eux celui de l'année suivante. Chez eux et sans Franco. Chez eux et sans fascisme, dans leurs collectivités agraires ressuscitées, où que dans le phalangisme ou le national-syndicalisme qui restent des choses imposées du dehors. C'est le football qui accapare l'attention de l'immense majorité du peuple et c'est à son exploitation qu'en est réduit en définitive, pour empêcher les gens de penser aux réalités présentes et à la liberté qu'ont leur à volonté.

Mais ils sont encore en exil. Condamnés à l'inaction que la condition d'étranger impose à ceux obligés de résider dans d'autres pays que le leur. Et ils passeront ce nouveau Premier Mai presque tous loin de leur famille, de leurs camarades, de leur ambiance naturelle, de l'œuvre historique à laquelle ils s'étaient voués.

Le prolétariat d'Espagne avait adhéré à cette manifestation avec une foi fervente. C'est en Espagne que nos camarades, membres et fils spirituels de la Première Internationale, se sont le plus appelés « internacionistas », mot qui exprimait, autant que celui d'anarchistes et de collectivistes, leurs conceptions et leur esprit.

Par l'importance de notre mouvement, le Premier Mai y avait conservé, sur une plus vaste échelle et plus longtemps qu'ailleurs, son caractère révolutionnaire et d'universalité.

Depuis 1936, la moitié du pays, et tout le pays depuis 1940, vit cette date, écrasé par le franquisme. Et cette année, avec moins d'espérance que l'année passée. Car le peuple espagnol, dont Quichotte désespéré mais qui, lui, ne renie rien, a pris conscience du rôle de la péninsule ibérique dans le jeu des impérialismes mondiaux. Et, comme il arrive aux moments de mélancolie, sa pensée se reporte, nostalgique, vers le passé le plus connu, le plus récent.

Le passé récent, ce sont les trois ans de guerre atroce et de révolution exaltante, de grandeur et de tragédie, de désespoir et de passion, de souvenirs heureux et déchirants.

Je me trouvais en Aragon le Premier Mai 1937. Les col-

lectivités s'y étaient multipliées comme elles se multiplient dans le Levant, dans la Castille, gagnant jusqu'aux villages perdus de l'Estrémadure et de l'Andalousie. Premier Mai existant.

Et à cette date, j'arrivai à Caspe, lieu de résidence du Conseil régional. On y avait annoncé la visite du consul mexicain. Le Mexique, dès les premiers temps et sans ambages, aidé les antifascistes espagnols en leur fournant des armes et des munitions. Aussi cette visite dépitait-elle aux chefs du fascisme.

La veille, Queipo de Llano avait menacé, de la Radio-Séville : « Eh bien, nous aussi nous irons vous faire une petite visite ! » Visite il y eut, visite d'avions qui bombardèrent sauvagement la petite ville, écrasant des maisons, tuant des femmes et des enfants. Ce devait être une journée de fête ; ce fut une journée de deuil.

Quelques jours après, il fallait, à Barcelone, se battre contre un autre adversaire : le stalinisme. La liberté lutta sur deux fronts contre le totalitarisme. On sait ce que furent ces sanglantes journées de mai, dans lesquelles nos camarades, victorieux par les armes, furent vaincus par leur noblesse et par la trahison.

Premier Mai 1938, tragique entre tous, vécu par un peu de volonté tendu dans une lutte épique. Car d'autres peuples ont souffert ce même jour des années suivantes, dans la guerre et ses horreurs. Mais c'étaient des peuples-troupeaux, passivement menés à l'abattoir, sans idéal, sans horizon, sans aspiration qui les soulèvent.

En Espagne, il s'agissait d'un peuple soulevé par un mysticisme surhumain, par un sentiment d'éternité, par une conscience historique à l'apogée de sa plénitude, qui luttait et qui mourait pour lui et pour le monde.

Il s'agissait d'hommes et de femmes instruments volontaires du destin de l'humanité, pressentant, au delà d'eux-mêmes, la tragédie de leur époque. Et qui souffraient en conséquence.

Aujourd'hui, dépassé par l'attitude de ce monde, vaincu par la lâcheté des uns, par la force des autres, nos camarades ne peuvent plus que lutter et souffrir pour eux-mêmes.

Mais au fond de leur cœur, la force, quoique attristée demeure. La moindre circonstance favorable la fera ressurgir, ardente et illuminée, pour de nouveaux Premiers Mai d'espérance et de réalité.

ROBERTO.

Fraternisation en Autriche

NOS camarades espagnols délivrés des camps de travail nazis en Autriche, publient un bulletin périodique dont le n° 6 vient de nous parvenir. Nous avons la joie de constater, à la lecture de cet organe, que les rapports entre travailleurs autrichiens et espagnols sont empreints d'un esprit de liberté, d'égalité et de fraternité absolue qui devrait servir de modèle en bien des pays. L'explication de cette estime mutuelle des combattants de 1934 qui luttaient contre le fourrier sanglant Dollfuss et de ceux de 1936-39 qui se battirent contre son émule Franco, n'est pas bien difficile à comprendre. Entre deux populations durablement éprouvées, dont aucune n'est revêtue de privilégiés particuliers et que toutes deux conservent les traditions révolutionnaires internationales, l'entente n'est qu'une affaire de contact et de compréhension mutuelle. Voilà ce qu'écrivit à ce sujet le camarade Pepito, sous le titre « L'Espagnol en Autriche ».

« Nous avons pu constater maintes fois, au cours d'un long séjour forcé en exil, que le fait d'être Espagnol nous attirait la sympathie générale un peu partout, mais spécialement en Autriche. On peut même dire qu'en ce pays nous jouissons d'une situation morale supérieure à tous les autres étrangers. Dans sa maison, sur son lieu de travail ou dans les rapports avec les administrations, l'Espagnol est classé ami n° 1. On nous témoigne partout un intérêt et une sympathie d'autant plus touchants qu'ils sont désintéressés, et il semble que l'idée hostile comprise dans le terme d'autzaender (étranger), ne s'applique point à notre nationalité.

« A quoi devons-nous cette attention, cette déférence, de la part de gens si attachés à leur coin de terre et si sensibles à tout ce qui touche leur peuple et leur pays ?

« Est-ce le malheur qui poursuit depuis tant d'années deux nations de caractère et de tempérament si différents, mais également nobles et beaux ? Sont-ce les affinités artistiques qui, en aucune partie du monde, ne sont plus profondément enracinées dans le sentiment populaire qu'elles ne le sont en Autriche et en Espagne ? La poésie, la musique, la peinture, sont-elles le lien de ces deux peuples, exprimant d'autres sentiments encore qui ne se laissent pas immédiatement découvrir ?

« Quoi qu'il en soit, il est de fait que nous vivons en Autriche comme dans notre propre demeure, et nous serions bien ingrats de ne pas rendre à nos hôtes affection pour affection... C'est un devoir que nous impose notre condition d'Espagnols et d'hommes luttant pour une cause généreuse et belle. »

ITALIE 80% d'électeurs "antifascistes"

mais pas un seul parti ne s'oppose à ce que des hommes soient livrés à la vengeance de Franco !

La Commission de correspondance de la Fédération Anarchiste Italiennes nous communique une lettre que nous nous empêtrons de traduire et de publier. Verant après le scandale de Karaganda (phalangistes rapatriés avec les hommes de la guerre et combattants républicains luttant contre les révolutionnaires), le scandale de Fraschetti-Alatri doit soulever l'indignation des hommes libres.

Nous vous demandons de faire une campagne publique pour faire connaître notre lamentable situation, et pour voir si, par le moyen

un « complot » pour assassiner des membres du gouvernement italien ! Tu peux bien t'imaginer, qu'après depuis le début enfermés dans un camp où personne ne peut s'approcher des barbelés sans risquer de recevoir une salve de mitraille, il serait enfantin de penser que nous puissions chercher à assassiner quelqu'un.

Nous vous demandons de faire une campagne publique pour faire connaître notre lamentable situation, et pour voir si, par le moyen

de cette protestation, le peuple italien ne pourra pas obliger ses gouvernements à nous libérer.

La raison pour laquelle on ne t'a pas permis de communiquer avec moi, est précisément due à cette situation où nous sommes.

Salutations fraternelles.

(Signed) : J. ARUFA SANTOS.

T'auveillers Français, exigez que ces camarades antifascistes espagnols puissent venir librement en France comme on le leur a promis !

Vient de paraître

LA BULGARIE

Nouvelle Espagne

SOUS ce titre, la Commission d'aide aux antifascistes de Bulgarie vient d'édition une brochure fort documentée sur le malheur sorti fait au peuple bulgare par la dictature stalinienne. En même temps, elle souligne l'importance du mouvement anarchiste dans le sentiment populaire qu'elles ne le sont en Autriche et en Espagne ?

L'introduction de cet ouvrage (en vente au « Libertaire », prix : 25 fr.) en indique suffisamment le caractère que que le lecteur soit fixé sur sa valeur.

Le motif pour lequel je me trouve dans ce camp de concentration avec d'autres compatriotes antifascistes, est que nous avons

sûrement des raisons opposées à toute indifférence.

Vu les circonstances, nous sommes assurés que les 10 % d'abstentionnistes des élections italiennes se composent des petits malins. Qu'il se déclasse, et nous nous sommes convaincus que tout cela n'est qu'une tromperie de plus, ajoutée à tant d'autres.

Leur but est de nous démolir au point que nous acceptions, dans un moment de faiblesse, de nous livrer volontairement au consulat de Franco. Par la faim et la torture, tant morale que matérielle, ils veulent nous forcer à retourner en Espagne. Si le gouvernement italien nous remettait directement à Franco, il pourrait se trouver devant une protestation internationale. En nous traitant comme elles nous traitent, les autorités italiennes essayent de réaliser leurs fins en sauvegardant les apparences de la « démocratie ». Mais ils n'y réussiront pas.

Le motif pour lequel je me trouve dans ce camp de concentration avec d'autres compatriotes antifascistes, est que nous avons

désintéresser d'une crise nationale décisive au point de ne pas aller jeter un bulletin dans l'urne ! Mais, plutôt, pour

des raisons opposées à toute indifférence.

Vu les circonstances, nous sommes assurés que les 10 % d'abstentionnistes des élections italiennes se composent des petits malins. Qu'il se déclasse, et nous nous sommes convaincus que tout cela n'est qu'une tromperie de plus, ajoutée à tant d'autres.

Leur but est de nous démolir au point que nous acceptions, dans un moment de faiblesse, de nous livrer volontairement au consulat de Franco. Par la faim et la torture, tant morale que matérielle, ils veulent nous forcer à retourner en Espagne. Si le gouvernement italien nous remettait directement à Franco, il pourrait se trouver devant une protestation internationale. En nous traitant comme elles nous traitent, les autorités italiennes essayent de réaliser leurs fins en sauvegardant les apparences de la « démocratie ». Mais ils n'y réussiront pas.

Le motif pour lequel je me trouve dans ce camp de concentration avec d'autres compatriotes antifascistes, est que nous avons

désintéresser d'une crise nationale décisive au point que nous acceptions, dans un moment de faiblesse, de nous livrer volontairement au consulat de Franco. Par la faim et la torture, tant morale que matérielle, ils veulent nous forcer à retourner en Espagne. Si le gouvernement italien nous remettait directement à Franco, il pourrait se trouver devant une protestation internationale. En nous traitant comme elles nous traitent, les autorités italiennes essayent de réaliser leurs fins en sauvegardant les apparences de la « démocratie ». Mais ils n'y réussiront pas.

Le motif pour lequel je me trouve dans ce camp de concentration avec d'autres compatriotes antifascistes, est que nous avons

désintéresser d'une crise nationale décisive au point que nous acceptions, dans un moment de faiblesse, de nous livrer volontairement au consulat de Franco. Par la faim et la torture, tant morale que matérielle, ils veulent nous forcer à retourner en Espagne. Si le gouvernement italien nous remettait directement à Franco, il pourrait se trouver devant une protestation internationale. En nous traitant comme elles nous traitent, les autorités italiennes essayent de réaliser leurs fins en sauvegardant les apparences de la « démocratie ». Mais ils n'y réussiront pas.

Le motif pour lequel je me trouve dans ce camp de concentration avec d'autres compatriotes antifascistes, est que nous avons

désintéresser d'une crise nationale décisive au point que nous acceptions, dans un moment de faiblesse, de nous livrer volontairement au consulat de Franco. Par la faim et la torture, tant morale que matérielle, ils veulent nous forcer à retourner en Espagne. Si le gouvernement italien nous remettait directement à Franco, il pourrait se trouver devant une protestation internationale. En nous traitant comme elles nous traitent, les autorités italiennes essayent de réaliser leurs fins en sauvegardant les apparences de la « démocratie ». Mais ils n'y réussiront pas.

Le motif pour lequel je me trouve dans ce camp de concentration avec d'autres compatriotes antifascistes, est que nous avons

désintéresser d'une crise nationale décisive au point que nous acceptions, dans un moment de faiblesse, de nous livrer volontairement au consulat de Franco. Par la faim et la torture, tant morale que matérielle, ils veulent nous forcer à retourner en Espagne. Si le gouvernement italien nous remettait directement à Franco, il pourrait se trouver devant une protestation internationale. En nous traitant comme elles nous traitent, les autorités italiennes essayent de réaliser leurs fins en sauvegardant les apparences de la « démocratie ». Mais ils n'y réussiront pas.

Le motif pour lequel je me trouve dans ce camp de concentration avec d'autres compatriotes antifascistes, est que nous avons

désintéresser d'une crise nationale décisive au point que nous acceptions, dans un moment de faiblesse, de nous livrer volontairement au consulat de Franco. Par la faim et la torture, tant morale que matérielle, ils veulent nous forcer à retourner en Espagne. Si le gouvernement italien nous remettait directement à Franco, il pourrait se trouver devant une protestation internationale. En nous traitant comme elles nous traitent, les autorités italiennes essayent de réaliser leurs fins en sauvegardant les apparences de la « démocratie ». Mais ils n'y réussiront pas.

Le motif pour lequel je me trouve dans ce camp de concentration avec d'autres compatriotes antifascistes, est que nous avons

désintéresser d'une crise nationale décisive au point que nous acceptions, dans un moment

PRIX ET SALAIRES

Et il y a d'autres exemples : à Thouars, les usines de conserves travaillent au ralenti ou ferment ; et il en va de même dans bien d'autres branches : le textile, la radio, le meuble et, comble de l'incohérence, dans le bâtiment.

M. Monnet, père du plan qui doit sauver la France, a bonne mine !

Il nous avait fait savoir que le manque de main-d'œuvre était grave et qu'il fallait de toute nécessité envisager une immigration massive et rétablir la semaine de 48 heures !

Or, il apparaît maintenant qu'il y a trop de bras disponibles et un peu partout on commence à organiser les caisses de chômage !

Si cette situation devait persister, nous assisterions à l'arrêt de la production, parce qu'il n'y a pas d'ouvriers, et à une montée brusque du nombre des chômeurs, à la paupérisation des masses citadines alors que nous avons besoin de tout !

Peut-on imaginer une société plus stupide ? Les Schuman, Thorez, de Gaulle et Cie feraient bien d'aller prendre des leçons d'économie chez les Zoulous.

Car, eux, se partagent les richesses ; ils n'ont pas encore imité les « civilisés » et ne créent pas de faim à côté des produits de leurs chasses ou de leurs pêches !

Mais si nous crevons, l'Etat, lui aussi, risque de crever. L'impôt rentrant de moins en moins, il va falloir faire des appels de plus en plus nombreux à la planche à billets et tous les efforts de baisse sont, à l'avance, voués à l'échec.

D'ailleurs, cette fameuse baisse est impossible et la meilleure preuve en est l'altitude des producteurs laitiers qui exigent le lait à 40 fr. le litre !

Alors, on enfourche à nouveau le dada de la production. Car, en principe, plus il y a de marchandises, plus les prix baissent. Hélas ! on ne peut plus produire puisque l'on ne peut plus consommer !

D'autre part, la C.G.A. ne parle que d'une réévaluation pour la prochaine campagne, ce qui n'arrange pas les choses. Quant à l'inénarrable P.C., il exige

(Suite la 1^{re} page)

la protection de notre production agricole, ce qui revient à dire qu'un communiste conscient et patriote se fera une joie de payer très cher les produits français et s'élèvera avec véhémence contre le fait d'acheter moins cher la même produit en Amérique. Car il faut bien que les paysans établissent leurs fils, n'est-ce pas, Monsieur Frachon ?

Le noyau du problème se trouve dans l'impérieuse nécessité d'augmenter massivement le pouvoir d'achat. Or, la baisse est impossible : impossible, d'abord, pour la raison que nous dépendons des marchés étrangers pour une foule de produits, coton, laine, engrangé, fer-blanc, charbon, pétrole, etc. Ensuite, et surtout, parce que l'Etat absorbe à lui seul la moitié du revenu national, ce qui veut dire que chacun travaille 6 mois par an pour assurer la pérennité du pou-

voir ! Et, enfin, à cause des quelque 15 millions de commerçants, industriels et paysans et intermédiaires de tous poils qui, d'accord comme larrons en foire, défendent furieusement leurs priviléges et leurs bénéfices jusqu'au jour où ils en crèveront, eux aussi.

Reste l'augmentation des salaires et l'échelle mobile. Cette dernière solution est préconisée par la C.N.T. qui, d'ailleurs, sait — et le dit — que cette institution ne peut apporter qu'un soulagement passager.

La vraie, la seule solution est la révolution sociale.

L'abolition du système capitaliste, remplacé par la gestion directe de la production et de la distribution des richesses par les hommes librement associés et non par quelques privilégiés, ouvrira à l'humanité la voie nouvelle, vers les âges heureux.

ERIC-ALBERT.

NOTRE ESPoir

(Suite de la 1^{re} page)

Cette situation est neutre : elle est à la fois celle des conditions du fascisme et celle d'une renaissance ouvrière. Le choix dépend des événements internationaux que nous ne dominons pas, mais aussi de notre activité.

Il faut recréer. Qui peut le faire hormis nous ? Nos tâches découlent donc de nos constatations les plus amères : il faut faire revivre l'esprit de liberté et de responsabilité, il faut forger en partant de l'impuissance ouvrière actuelle une conscience et une volonté révolutionnaires. Et ces tâches sont à mener avec une volonté de fer, quoi qu'il arrive, quoi que puissent être les obstacles, les éventuelles dictatures, ou même la guerre.

Nous n'appelons donc pas nos amis et nos militants à la facilité. Nous éclairons pour ceux qui ont du sang, pour ceux qui sont vraiment ou qui

se sentent jeunes et vivants, des perspectives exaltantes de luttes créatrices. C'est donc d'esprit de sacrifice et de ferveur que nous devons nous armer. Et c'est en cela que nous finirons par rallier tous les révolutionnaires dont tant aujourd'hui sont abusés.

*

Constatons d'abord que les vastes mouvements sociaux surprennent toujours les stratégies pessimistes : la Commune surgissait du sommeil de l'Empire, les grèves de 1920 succédaient à l'Union Sacrée, les espoirs de la « Libération » effaçaient le souvenir de l'affaiblissement de 1938. Et nous étions peu, il y a un an, même parmi nous, qui tenaient pour certain un sursaut magnifique comme celui des grèves Renault après des années d'étouffement ouvrier sous le poids des bureaucraties cégétistes.

Cet élan brisé resurgira demain, car nous sommes assurés de l'impuissance des politiques à vaincre les difficultés économiques autrement qu'en retardant l'échéance. Bientôt, des mouvements revendicatifs de masse repartiront. La C.G.T. sera impuissante à en être maîtresse, qu'elle veuille les exploiter à des fins politiques, ou les briser, si Staline abandonnant un instant l'Europe pour consacrer ses forces à la conquête de la Chine, laisse les bureaucraties à leur pendaison naturelle pour l'inaction. Force Ouvrière se décomposera au moindre choc, entre Jouhaussistes et Syndicalistes égarés.

Demain donc, nous verrons, à propos, peut-être d'un événement insignifiant en apparence, ressurgir et se cristalliser autour de ceux qui auront maintenu le flambeau, « les forces profondes qui aujourd'hui, pour être enracinées au fond des consciences, n'en subsistent pas moins ». Nous verrons alors se rassembler quasi-spontanément, les hommes qui, en ce moment, préfèrent leurs pantoufles aux difficultés harassantes du militantisme.

*

Nous avons de plus, l'immense ressource d'une jeunesse dont la dépréhension tant décrite, n'est que le fait d'un minorité et est également passagère, d'une jeunesse qui se trouvera bien vite devant des menaces précises de guerre, ou qui, au carrefour, devra choisir. Elle se tournera vers ceux qui incarneront la lutte.

Enfin, dans les manœuvres même des tenants du vieux monde, qui essaient, tant bien que mal de se survivre, nous pouvons encore des raisons d'espérer et de combattre. Un exemple : Les « Cinq » vont vers un accord militaire et un super-Etat. Nous essaierons de tirer profit pour la solidarité internationale et pour les liaisons révolutionnaires des possibilités offertes par des ententes capitalistes ; un seul fait survient dans l'un des Etats prendrait alors une signification et une répercussion continentales et non plus seulement nationales et ce serait la possibilité de grèves s'étendant de la Baltique à la Méditerranée ; et, ce qui accroîtrait la puissance ouvrière, pourrait diminuer, par contre, l'efficacité d'un pouvoir étendu sur une trop vaste contrée. Ainsi, toute mesure prise aujourd'hui, par un monde en faillite, contient une faiblesse, donc une nouvelle possibilité d'action ouvrière.

*

Mais il faut, au premier plan, maintenir l'esprit de résistance et durcir les volontés à travers toutes les difficultés et même, au-delà des reculs et des défaites. La Fédération Anarchiste, quoi qu'il arrive, fût-ce la guerre, saura prendre ses responsabilités, indiquer la voie du combat révolutionnaire et grouper autour d'elle tous ceux qui, réellement, sont des hommes, des vivants. Tout d'abord, donc, NE PAS LACHER PRISE, être prêt à toute éventualité, poursuivre la lutte et sur un programme sans ambiguïté, sur des positions de combat, rassembler les énergies et se préparer à accueillir ceux qui doutent encore et que les événements décideront.

Ce 1^{er} mai 48 est un 1^{er} mai de mise au point de réflexion, de recensement des forces et aussi, déjà, de solidarité agissante. Il faut maintenant travailler à ce que, le 1^{er} mai prochain soit celui de la renaissance ouvrière, un 1^{er} mai de combat et d'offensive, de victoire sur la guerre et la dictature, de rassemblement pour l'assaut final.

Notre espoir, c'est notre lutte.

Changement de décors

(SUITE DE LA 1^{re} PAGE)

maintenant tous courbaturés de leurs cotisations et alourdis par un nouveau et brusque changement de tactique.

Quelques séries de boursouflages d'érâne patriotes ayant appris aux hommes à considérer leur pays ou ils vivent comme le nombril du monde, beaucoup de Français s'imaginent que le rôlé européen des Russes signifie que la guerre n'aure pas lieu. Mais c'est laoubier que le monde est vaste et que les imperialistes ne démissionnent jamais. La guerre est un fait militaire en Chine, la guerre sous ses formes politiques et sociales est un fait dans la plupart des autres contrées, notamment en Amérique Latine, et dans les pays arabes. Et les dirigeants américains comme les dirigeants russes n'agissent que pour préparer l'inévitable conflit en ramassant un maximum d'atouts dans leurs mains, en groupant le plus grand nombre possible d'alliés, en s'appropriant les sources de matières premières les plus abondantes et les mieux accessibles, en cherchant à contrôler les positions stratégiques déterminantes.

Et ceux de nos hommes de gauche ou de droite qui dénoncent la duplicité des Russes sont bien naïfs quand ils croient que les Américains se feraient un scrupule d'abandonner telle ou telle position « démocratique » d'Europe en échange de garanties ou de territoires dans le Pacifique ou en Moyen Orient...

*

Pour nous qui n'avons jamais considéré notre lutte contre l'imperialisme russe comme une fin en soi, mais bien comme un aspect de l'effort de reconstitution d'une force révolutionnaire lucide et autonome, le changement de décor ne transforme en rien l'essentiel de notre combat social. Tout au plus nous donne-t-il un cadre nouveau pour notre propagande.

Le moment est venu de tenir un nouvel effort pour ouvrir les yeux de nombreux militants demeurés au parti communiste et leur faire comprendre qu'ils ne sont que les instruments aveugles et délibérément sacrifiés d'un appareil d'Etat, et non pas des combattants d'une cause dont ils seraient cerveaux, chair et sang.

Le moment est également venu de souligner la nature de « l'aide » américaine à l'Europe et de ses conséquences sur le plan militaire. La classe ouvrière apporte à l'intermédiaire d'un certain nombre de ses organisations un appui important aux entreprises de la Maison Blanche, bien qu'elle n'ait jamais été consultée, qu'elle ignore les bases vérifiables des alliances, et qu'elle soit trompée par des dirigeants dont les intérêts immédiats diffèrent des intérêts profonds et à longue échéance du prolétariat.

Le courant d'importation constituant une réalité qui ne peut être niée, les travailleurs doivent, mais pas nécessairement une partie de responsabilité dans cette solidarité entre nations anti-russes, mais peser de tout leur poids sur les gouvernements pour obtenir le contrôle, fixer les bénéficiaires, exiger la répartition des importations. Dans la bataille pour le circuit direct — idée forte que tous les partis représentent mais qui aucun n'essaie de réaliser par et pour les travailleurs — la revendication portant sur le droit de répartir tous les produits d'usage courant et des denrées alimentaires doit être posée et défendue et exigée par le mouvement syndical véritablement indépendant et consciemment égoïste, parce que rejettant toute considération de solidarité nationale.

Il ne s'agit pas là, non plus que pour les autres revendications, d'un réformisme tendant à intégrer le prolétariat dans le cadre de la nation, mais d'une action révolutionnaire voulant précipiter le ras-de-marée ouvrier pour submerger les formes, décadentes et incohérentes, du capitalisme. Quoi qu'en dise Jouhaux au Congrès « Force Ouvrière », il existe une différence essentielle entre le syndicalisme de Pouget et de Pelloutier et celui des fonctionnaires administrateurs, les premiers voulant tout et considérant le prolétariat comme une force barbare, les seconds monnaient leurs fonctions de représentants des travailleurs en échange de fonctions individuelles ou de castes dans un régime légèrement modifié.

*

Les données de la situation récurrent les mêmes, malgré les changements de décor que derrière les antagonismes passagers entre « managers » de l'Etat américain et « technocrates » de l'Etat russe, il existe une profonde solidarité de classe, il naît un type de dirigeant — et d'exploiteur — nouveau.

La question essentielle qui se pose est de savoir qui du prolétariat ou de l'intelligence — non seulement celle de la production, mais aussi celle de la gestion politique et sociale — sera capable de saisir l'héritage du pouvoir capitaliste. Nous sommes socialistes et libertaires, par instinct de révolte, par solidarité avec ceux d'en bas contre ceux d'en haut, par conviction que de l'exploitation et de la dictature d'une classe gestionnaire ne peut surgir un sceptre haranguante, où les hommes dompteraient les modes de production et en feraient des instruments d'esclavage.

Toute lutte, toute revendication, tout succès partiel dans le domaine du développement des organisations prolétariennes souveraines est un succès du socialisme, mais pas en avant vers plus de liberté.

De même que toute action tendant à renouer les liens de solidarité internationale avec les mouvements révolutionnaires et avec les prolétariats de l'Europe de l'Est, de l'Asie et des Colonies nous donne la certitude d'un avenir meilleur pour un monde déchiré de haut en bas par l'exploitation des classes et horizontalement écartelé par les conflits impérialistes.

STALINE mendiant à main armée

HISTOIRE du bolchévisme abonde en épisodes où fut proclamée l'entrée en lutte décisive de l'U.R.S.S. contre les U.S.

A. « puissance capitaliste numéro un ». Chacun de ces épisodes se termina de la même manière. Après avoir tonitrû contre Wall Street et dénoncé les ouvertures de crédits américains aux autres pays, comme des tentatives ploutocratiques pour mettre les peuples libres en esclavage, la Russie passa à la caisse et se mit à faire valer les milliards de l'Oncle Sam, avec un « mépris du dollar » véritablement russe. Aux campagnes anti-imperialistes contre les plans Dawes et Young, à la défense latino-américaine du Mexique et du Nicaragua, à la « guerre du pétrole », à l'alliance Moscou-Berlin-Rome, succédèrent des périodes de reconstitution intensive du potentiel russe par le matériel américain avec renonciation provisoire du Kremlin au rôle de Meuse anti-imperialiste. Or, Moscou a les dents longues ; jamais sa faim de dollars n'a été plus grande, car le matériel énorme livré de 1942 à 1945 est à peu près hors d'usage maintenant. La Russie ne pouvait se contenter de prendre sa part d'une manne de crédits indistinctement répandue sur tous les bénéficiaires du Plan Marshall. Elle a donc mené campagne, par tous les moyens, contre la réalisation de ce plan. Cette campagne est à trois fins : d'abord, en tant qu'obstacle au financement des éprouvées par la guerre, elle laisse ceux-ci dans une situation de moindre révolution devant le colosse russe et la cinquième colonne communiste ; en second lieu, tout ce qui n'est pas investisseur peut l'être en Russie à des conditions d'autant plus avantageuses pour celle-ci, le banquier américain n'ayant pas l'embaras du choix ; enfin, à l'adresse des U.S.A. et de ses vassaux, la politique offensive russe constitue un chantage très efficace, chantage à la guerre pour obtenir, en définitive, les moyens de la faire. Il est presque superflu d'insister sur le caractère machiavélique de cette combinaison.

Par contre, il ne faut pas sous-estimer la jobarderie de la population des Etats-Unis en face des campagnes de Wallace et consorts, soigneusement alimentées par les arguments, violents et autres de la diplomatie moscovite. « Le chien est affamé, donnez-lui un os à ronger, et il le reviendra pacifiquement », plaident les néo-muchois de New-York et de Washington. En même temps, les sondages soviétiques se multiplient, allant jusqu'à l'annonce du limogeage de M. Molotov. Donnant, donnant. Les positions fragiles, mais menaçantes, que les communistes ont conquises sur les susceptibles de conquérir en Europe, serviront au besoin de monnaie d'échange, en vertu du principe qu'il vaut mieux vendre ce qu'on n'a pas (ou ce qu'on n'est pas sûr de pouvoir garder) plutôt que de sacrifier une part de son véritable avoir. En soldant contre beaux deniers comptant un stock inutilisable de craintes et d'espérances, l'U.R.S.S. réalisera évidemment une opération des plus profitables. Quant aux banquiers américains, leur commission en qualité d'intermédiaire, et la perspective d'une nouvelle course aux armements (profitable à leur petit commerce), ne manquerait pas de les consoler d'avoir donné à Staline le

sitôt avec ceux d'en bas contre ceux d'en haut, par conviction que de l'exploitation et de la dictature d'une classe gestionnaire ne peut surgir un sceptre haranguante, où les hommes dompteraient les modes de production et en feraient des instruments d'esclavage.

Toute lutte, toute revendication, tout succès partiel dans le domaine du développement des organisations prolétariennes souveraines est un succès du socialisme, mais pas en avant vers plus de liberté.

Le Tigre (alias Clemenceau) accordait aux partisans de la Maison Thierry et Sigrand (le plus grand magasin de Brest), que les complets affichés 400, 500 et 600 francs étaient des complets d'avant-guerre, c'est-à-dire de 1914, qui valaient 39, 49 et 59 fr., le Comité de Bourse déclida de mettre tous les complets au même prix, soit 70 fr.

Le directeur n'osa pas porter plainte et nous fûmes étonnés qu'il n'y eut pas de poursuite.

Le résultat ne se fit pas attendre : dès le lundi soir, tous les mercantis avaient compris et ce n'est pas une bâise de 10 fr. de 20 p. cent qui eut lieu, mais de 50 à 60 p. cent.

J. L.

Quand les travailleurs font baisser les prix

Juillet 1919. Brest est envahi d'Américains qui, ayant des dollars plein les poches, ne regardent pas à payer n'importe quel prix les objets dont ils se rendent acquéreurs. Aussi les mercantis en profitent pour majorer le prix des marchandises.

Les ménagères sont mécontentes, tout le monde se plaint de la vie chère.

Un dimanche matin, en ce mois de juillet, nous étions une trentaine de militants anarchosyndicalistes à la Bourse du Travail qui se trouvait alors en plein centre de la ville. Il y avait Comité général de la Bourse et l'ordre du jour était la vie chère.

Un copain propose une manifestation en ville ; les trente qui étions là nous regardions, nous demandant s'il avait toute sa raison. Mais il expose son plan : faisons des pétitions et pendons « Mercanti » au bout. On se râle à sa proposition et trois pétitions sont acceptées.

Il faut dire qu'à cette époque les Beni-oui-oui n'avaient pas encore empoisonné le mouvement syndical. A Brest, sur un mur de la Bourse du Travail, des affiches 3 fr. 50 la livre, furent vendus 0 fr. 50 ; les lapins qui se vendaient de 15 à 20 fr., suivant leur poids, étaient vendus 3 fr. 50 ; les potets de 20 à 25 fr. étaient vendus 3 fr. Pas besoin de dire que nous fîmes des affaires et qu'il n'y eut pas d'inventaire.

<p

Impressions de Congrès

C'en est bien fini du syndicalisme au sein de la C.G.T.F.O. Les greedins qui président aux assises du Congrès ont déçu la classe ouvrière dans son espérance d'un renouveau de la lutte syndicale, féconde et constructive.

Nous voulons, dans ces colonnes, manifester notre écœurement devant les manœuvres et les mensonges des Jouhaux, Bothereau, Neumeyer, Capoccia et leurs satellites : Carpenter, Veillon et Freour ; mensonges consciemment échafaudés depuis la scission de novembre.

Une camarade disait à la tribune du congrès que nous avions quitté la C.G.T. « l'air miteux et la queue basse ».

Cette vérité s'adressait spécialement à la demi-douzaine de fossiles syndicaux qui représentaient la tendance confédérée au Comité Confédéral de la C.G.T.

Le journal « L'Ordre » imprime en gros caractères, faisant allusion au Congrès : « Syndicalisme du gouvernement ». A cette vérité nous ajoutons : syndicalisme du bloc occidental, syndicalisme de la peur — vérité reconnue à la tribune du Congrès par Jouhaux.

Les prébendiers de la nouvelle centrale sont arrivés à leurs fins, ils peuvent être fiers de leur victoire : victoire à la Pyrrhus.

Que reste-t-il de ce résultat ? Rien, du vent.

Ils ont menti sur les effectifs, sur la trésorerie. La C.G.T.F.O. ne représente pas l'élément ouvrier manuel. Les gars du bâtiment, les mineurs, les métallos et les cheminots ont compris qu'ils ne pouvaient rien espérer de cette centrale dirigée par les inamovibles confédérés.

Pour donner confiance aux camarades ouvriers dégoûtés de la gymnastique des staliniens, il fallait que le Congrès leur apportât du neuf constitutif sur des fondations nouvelles avec des hommes nouveaux.

Pour résister à la psychose de frousse que font régner les stipendiés de Moscou, il fallait rejeter dans l'oubli ceux qui, les premiers, entretiennent sur le plan national et international cette psychose.

Celui qui se voulait un jour, dans un congrès, d'avoir l'air le lait de l'anarchisme, qui depuis s'est tourné en « fromage », manifestait au Congrès de Bruxelles en 1911 son mépris de l'Etat écumeur de vies humaines, et rejettait aux poubelles le parlementarisme sous toutes ses formes, et le militarisme, foyer de la syphilis, de l'ivrognerie et du vol.

Mais les temps ont changé. Jouhaux, avec son hypocrisie habituelle, nous déclarant à la tribune du Congrès son ignorance du syndicalisme gestionnaire, raillant un camarade qui intervenait en faveur de l'A.I.T. et s'étonnant de l'absence, au titre d'invités, des syndicalistes espagnols, prouve qu'il a l'intention bien arrêtée de détruire toutes conceptions du syndicalisme révolutionnaire.

Quelle ironie d'inscrire au fronton

de la salle du Congrès : « CONTRE TOUTE EMPRISE POLITIQUE ; POUR UN SYNDICALISME LIBRE ET INDEPENDANT ! » Nous le disons, et le résultat est là : le syndicalisme, gouvernemental de la IV^e République est sous l'emprise d'un impérialisme : celui du dollar, et ne peut être libre puisque les mots d'ordre sortiront des cabinets des ministres ou des conférences en vase clos.

Devant cette emprise, quelle a été l'attitude de la minorité ? Incohérente ; dissimilée. Résultat des illusions qu'elle s'était faites sur la valeur des déclarations précédant le congrès. Elle ne sut pas organiser sa résistance. Son manque de dynamisme et de réflexe lui valut cette défaite.

Cependant, il est indéniable que des camarades jeunes animés d'un désir d'action, voulant du neuf, mais manquant d'éducation syndicale, auraient certainement apporté leurs voix à nos conceptions si elles avaient trouvé, dans le congrès, une pléiade de militants de la minorité sachant éclairer leur lanterne. Il n'en fut rien, hélas, et pour cause, car certains de ces derniers voulaient entrer au Bureau confédéral par la petite porte.

Et maintenant, allons-nous par notre présence, consolider les positions escroquées par ces bonzes. Allons-nous, par notre action syndicale de chaque jour, servir de paravent à ces sous-produits gouvernementaux ? nous ne le pensons pas. Il faut se résigner et prendre à notre compte ce que Peltoutier qui reste d'une brûlante actualité.

« Nous sommes les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures, y compris celle du prolétariat, et les amants passionnés de la culture de soi-même. La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé est de poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour faire viable une société d'hommes libres ».

Pour parvenir à cet idéal, il faut rapidement se mettre au travail, rassembler le ralliement de tous ces hommes qui veulent la liberté ; il faut créer une psychose de lutte contre les staliniens, contre le réformisme criminel et la tutelle de tous les gouvernements.

En conclusion, nous ferons notre fin de l'article par dans le dernier numéro du « Libertaire » sous la signature de Monttuc :

« Il est indispensable de rassembler le plus rapidement possible les syndicalistes dans une vaste conférence qui tracera les grandes lignes d'un syndicalisme majeur. Devant l'importance d'une telle tâche, tout ce qui reste de libre, de vivant, de combatif dans le monde du travail, doit faire abstraction des particularités et œuvrer à la réalisation d'une véritable puissance ouvrière ». GERMINAL.

Poussières de Grèves

(Suite la 1^e page)

L'agitation « dirigée » du bassin comme une grotesque tentative d'Hénin-Liétard est apparue à tous d'exploitation d'un souvenir cher à tous les mineurs. On aura du moins pu mesurer tout ce qui sépare, dans la C.G.T., Bouthou de Leccer, hier et aujourd'hui.

Des grèves de plus ou moins longs chez Rosengard. La métallurgie que dure ont éclaté chez Renault, n'a pas été seule atteinte par cette recrudescence revendicative et la province n'a pas été épargnée.

Si les éléments totalitaires de la C.G.T. s'efforcent de canaliser cette agitation, il serait excessif de leur en accorder la paternité totale. Bien des raisons concourent à accentuer le mécontentement des travailleurs. La montée des prix — quoiqu'en prétendent les pouvoirs publics — et le blocage effec-

tif des salaires et, peut-être plus encore, l'odieuse comédie que jouent les Centrales syndicales, créent et justifient cette agitation.

C'est la C.G.T., accrochée à la hiérarchie des salaires et réclamant sans grande conviction semble-t-il, une augmentation au pourcentage, qui, si elle est accordée, favorisera une fois de plus les gros salaires au détriment des petits.

C'est la C.G.T.F.O. championne (qu'elle dit), de la baisse des prix et dont les limites, sans cesse reculées, qu'elle trace à sa collaboration avec les pouvoirs, relèvent des bonnes histoires du « Merle ». C'est enfin, car le ridicule ne tue plus, les « durs » de la C.F.T.C. qui jouent au Matador, et qui menacent leur compère Schuman d'une grève qui a été accueillie sur les chantiers et dans les usines par une « douce rigolade ».

La situation économique, la rivalité des « partis syndicaux », le désespoir qui couve au tréfond d'une classe ouvrière désorientée expliquent et justifient ces mouvements divers.

Certes, l'augmentation des salaires ne résout pas le problème social, certes, la classe ouvrière doit s'orienter vers des solutions plus rationnelles, mais il n'en reste pas moins vrai, que toute revendication en profondeur, dont les résultats se feront sentir à plus ou moins longue échéance, doit être précédée par une remise en ordre des salaires garantie par l'échelle mobile.

Car enfin, il ne faudrait pas se poser de mal, quelle soit la solution recherchée : circuit distributif organisé en coopératives, circuit gestionnaire organisé par les syndicats, etc., celle-ci demande, pour devenir effective, un laps de temps pendant lequel les travailleurs ont le souci de manger. Tout ceci est confusément ressenti par une classe ouvrière qui se refusera d'autant moins à la solution profonde et réelle du problème que son existence immédiate sera assurée.

La défense de l'immédiat, voilà ce qui explique l'emploi de cette arme de toujours : la grève. Certes, dans de nombreux cas, ces mouvements sont exploités par les politiciens, mais est-ce une raison pour les condamner, ou ne faut-il pas plutôt condamner ceux qui

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers -- La terre aux paysans

Sans généraux, sans politiciens, sans curés, POUR UN PREMIER MAI DE LUTTE

Les Zones de salaires

Il en est qui, dopés et dupés par leurs quotidiens respectifs, s'étonnent, puis s'insurgent en apprenant que le statut scolaire d'Alsace diffère de celui du reste de la France. Et nous pourrions, nous aussi, nous étonner si nous ne savions depuis des éternités que les républiques bourgeois, petites-bourgeoises ou musclées ne sont que de nom démocratiques, unes et indivisibles. Les dictatures en ce sens le sont davantage, puisque le nombre y est roi et que les minorités, les protestataires, les réfractaires, y sont éliminés par le fer, le feu, la déportation ou l'expulsion.

S'ils s'indignent contre la non-application des lois sur toute l'étendue du pays, les camarades laïcs et organisés restent amorphes au spectacle d'autres problèmes — aussi intéressants, aussi urgents à résoudre. Je me contenterai aujourd'hui dévoquer celles des zones de salaires.

Ni à Force Ouvrière, ni à la C.G.T., ni à la réunion du Comité central du parti communiste français, ni au congrès R.P.F., ni à celui de la C.F.T.C., n'a été question de leur suppression. Et pourtant ! Force nous est de constater qu'en province la vie est aussi chère qu'à Paris, qu'en Bourgogne et en campagne le coût des produits est aussi élevé qu'en ville. Il faut ne pas avoir roulé sa bosse et ne pas contrôler la province pour défendre le principe des zones de salaires — car nous sommes capables ici de donner des chiffres — relevés dans les hameaux et les petites agglomérations dont la comparaison avec ceux de la ville entraînerait la suppression immédiate des zones si les organisations syndicales étaient effectivement ce qu'elles prétendent être.

Dans une petite bourgade de l'Orne, il y a une fonderie, une saboterie et deux marchands de bœufs de construction. Les salaires des ouvriers — plus de la moitié de la population — sont à peu près respectés, compte tenu de l'abattement zonal. Ce qui donne 45 francs de l'heure pour le manœuvre. Celui-ci, vu le petit nombre d'ouvriers par entreprise, est nécessairement spécialisé. Pour le spécialiste, spécialisé, il n'y a pratiquement pas de salaire fixe, légal,

celui-ci variant suivant la tête du bonhomme, sa productivité... et ses préférences politiques. Et pourtant, le prix du lait — en plein centre d'élevage — est le même qu'en ville. Pour le pain, idem, et avec tickets. Pour la viande, même chose.

Quant au bois, il atteint 4.000 francs la « corde », encore est-il vert et doit-on payer le transport par charrette, ce transport serait-il de 500 mètres. Pas de charbon, bien entendu : secteur rural. Pas de distribution de chocolat, de confitures, très peu ou pas du tout de fruits exotiques pour la même raison. Et là, comme en ville, chaussures, vêtements et légumes hors de prix, alors que Rouen n'est pas loin et que les jardins et champs produisent à deux pas. Si on ajoute à ce tableau idyllique que le plus proche médecin gîte à 7 km, et que les malades doivent lui payer l'essence dépensée (achetée au marché noir vu la squelette attribution allouée aux médecins) lorsqu'il se déplace — en plus du montant de la consultation — ou aura, je pense, une vue beaucoup plus précise sur les conditions de vie de l'ouvrier rural.

Oui, mais les jardins particuliers ? Alors jardins ! Qu'il me suffise d'affirmer ici que les ouvriers fondeurs ou sabotiers ou bûcherons du dit *bleed* (1) sont presque tous démunis de ces jardins dont parlent avec envie leurs camarades des villes, car ces fameux jardins sont absurdes petit à petit par les cultivateurs moyens et gros, plus avides de terres que de billets de mille. Dans les villages un peu plus forts (1.000 à 5.000 habitants), celui qui n'a pas de jardin ! Et là, aucun jardin !

Une enquête, récemment menée par la section des correcteurs du Livre de la région parisienne, quant aux conditions de travail de leurs camarades de province, nous laisse encore plus songeuses. Hormis la section de Nice — appliquant absolument les tarifs et méthodes de Paris — aucune autre section de ville, et à plus forte raison de bourg, ne tient compte des tarifs légaux, des horaires syndicaux, du maximum de production à ne pas dépasser (la pige), arrachés par leurs camarades parisiens et acceptés par la Chambre syndicale des

maitres-imprimeurs de France. Nous avons acquis la certitude — au su de cette enquête — qu'une foule de camarades de province n'étaient pas organisés, que les Fédérations régionales du Livre se désintéressaient de problèmes considérés par elles comme secondaires, alors qu'ils engagent tout l'avenir, et nous savons aujourd'hui que certains secrétaires fédéraux — celui d'Alger par exemple — ne veulent absolument pas étendre à la province les avantages acquis à Paris.

Nous savons également que ce qui est vrai pour le Livre est vrai pour la quasi-totalité des autres corporations.

*

Les zones de salaires, quel que soit le pourcentage de l'abattage, ont d'autres conséquences que l'inégalité dans la misère. Elles dévalorisent la profession, créent un genre mineur et encouragent l'ouvrier qualifié de province — et celui qui ne l'est pas — à émigrer vers les grandes villes où le salaire est plein. D'où la centralisation toujours plus grande des productions industrielles, la destruction de l'artisanat artistique, l'orientation des commandes officielles, la systématisation. D'où la lutte pour la vie sans cesse plus âpre dans les villes submergées de main-d'œuvre qualifiée et le chômage sans possibilité de reclassement.

Un autre danger naît actuellement du principe des zones de salaires. Les patrons de province qui, eux, n'ont pas transhumé, voient affluer vers eux les commandes des villes. Et ce, à cause de leurs prix de revient plus bas. C'est le chômage à brève échéance pour les *forts salariés* des villes, d'autant plus dangereux que la crise économique actuelle est voulue.

C'EST DONC VERS UNE DEVALUATION ET NON VERS UNE REVITALISATION DU TRAVAIL que nous allons. Et les actes gouvernementaux ne font que confirmer nos déductions.

Les produits du travail se vendent à un tarif. Le même partout. Les salaires, eux, sont différents. D'où déséquilibre, fossé s'élargissant sans cesse entre le prolétariat des villes et celui des campagnes, division des efforts au sein d'une même corporation par satisfaction donnée aux particularismes, tels sont les faits qui militent en faveur de la SUPPRESSION RAPIDE ET ABSOLUE DES ZONES DE SALAIRES.

NORMANDY.

(1) Je ne donne aucun nom de pays ou de particuliers dans cet article, afin de ne pas nuire, d'une manière détournée, aux ouvriers dont il est question et dont une très faible partie est organisée, voire consciente de sa condition prolétarienne.

C. N. T.

Confédération Nationale

du Travail

39, rue de la Tour-d'Auvergne, PARIS 9^e

Permanence tous les jours

de 9 à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h. 30

sauf le dimanche

Centre Confédéral

de Formation Syndicaliste

Séance du vendredi 7 mai, salle des glaces, 47, rue de la Victoire (métro : La Peletière ou Chaussee d'Antin).

LA LEGISLATION OUVRIE

exposé fait par un avocat à la Cour.

La séance du 30 avril est supprimée en raison du 1^{er} mai.

G. L.

2 UNION REGIONALE

REUNIONS PUBLIQUES

LA C. N. T.

FACE AUX EVENEMENTS

NATIONAUX

ET INTERNATIONAUX

Tel sera le thème que développeront les camarades :

JUHEL

Le jeudi 29 avril, à 18 h. 15

Salle du Café du Baromètre

(face à la gare) à Villeneuve-St-Georges

CHENARD et PAULIN

Le vendredi 30 avril, à 20 h. 30

Salle de l'Etoile

Rue Froidevaux, Paris (1^{re})

FÉDÉRATION DES TRAVAILLEURS

DU RAIL

Le Conseil National Fédéral aura lieu le

DIMANCHE 16 MAI A 19 H. 30

Les camarades de tous les syndicats sont invités à prendre leurs dispositions pour assister.

Le lieu sera communiqué par voie de circulaire dans quelques jours.

Le Congrès National de la F.T.R. aura lieu à Toulouse courant septembre.

Gura et Peaux. — Assemblée générale du Syndicat, le jeudi 29 avril, à 15 h. 30, Salle du Café Aux Deux Hémisphères, 65, rue du Faubourg-St-Martin (Métro Château-d'Eau).

Bois et Ameublement. — Assemblée générale le samedi 1^{er} mai, à 9 h., 19, rue Fauburge, Paris (1^{re}).

Bois et Ameublement.